

JIHOČESKÁ UNIVERZITA V ČESKÝCH BUDĚJOVICÍCH

FILOZOFICKÁ FAKULTA

ÚSTAV ROMANISTIKY

BAKALÁŘSKÁ PRÁCE

POSTAVENÍ A ROLE FRANCOUZŠTINY

V INSTITUCÍCH EVROPSKÉ UNIE

Vedoucí práce: Mgr. et Mgr. Ivo Petruž, Ph.D.

Autor práce: KATEŘINA SMEJKALOVÁ

Studijní obor: Francouzština pro evropský a mezinárodní obchod

Ročník: třetí

2010

Prohlašuji, že svoji bakalářskou práci jsem vypracovala samostatně pouze s použitím pramenů a literatury uvedených v seznamu citované literatury.

Prohlašuji, že v souladu s § 47b zákona č. 111/1998 Sb., v platném znění, souhlasím se zveřejněním své bakalářské práce, a to v nezkrácené podobě elektronickou cestou ve veřejně přístupné databázi STAG provozované Jihočeskou univerzitou v Českých Budějovicích na jejích internetových stránkách.

České Budějovice, 12.května 2010

Ráda bych touto cestou poděkovala Mgr. et Mgr. Ivovi Petřů Ph.D. za jeho vstřícnou spolupráci a velmi cenné připomínky při vedení mé bakalářské práce.

Rovněž bych ráda vyjádřila poděkování panu Bastienovi Lestang za jeho vstřícnou pomoc při korektuře mé bakalářské práce.

## **ANOTACE**

Bakalářská práce Postavení a role francouzštiny v institucích Evropské unie psaná ve francouzštině je rozdělena do 5 kapitol. Teoretické části je věnována první kapitola, která popisuje historický vývoj jazykové politiky EU a fungování francouzštiny od roku 1958 podle právního ujednání. Jádrem práce tvoří charakteristika fungování jazykového systému v institucích. Zvláštní důraz je kladen na analýzu snah o posílení francouzštiny v EU, jak ze strany institucí, tak i Francie a dalších organizací. Součástí práce je resumé v češtině a dvojjazyčný glosář.

## **ABSTRACT**

Bachelor's thesis The position and the role of the French Language in the Institutions of European Union was written in french split into five chapters. The first chapter consists of theoretical analysis, describing the historical development of language policy from the 1958 treaty. This work is based on characteristic of function of language system in institutions. Special emphasis is given to an analysis of the reinforcement of the French language in the EU, both from institutions and from France and other organisations. A summary in Czech and a bilingual glossary are included.

# **OBSAH**

## **INTRODUCTION.....8**

### **1 Développement de la politique linguistique dans les institutions européennes .....11**

- 1.1 Langue authentique au début de la construction..... 11
- 1.2 Objectifs linguistiques de l'Union européenne..... 12
- 1.3 Règles générales de l'utilisation des langues dans l'Union..... 13
- 1.4 Ordre alphabétique des langues dans l'Union ..... 16

### **2 Fonctionnement du système linguistique dans les institutions de l'Union européenne .....17**

- 2.1 Systèmes linguistiques dans les institutions en général..... 17
- 2.2 Fonctionnement du système linguistique dans le Conseil européen..... 18
- 2.3 Fonctionnement linguistique du Parlement européen..... 19
- 2.4 Le cadre linguistique de la Commission européenne ..... 19
- 2.5 Le cadre linguistique de la Cour de Justice et du Tribunal du première instance ..... 20
- 2.6 PESC et Conseil de l'Europe ..... 20

### **3 Vrai position des langues dans les institutions .....21**

- 3.1 Diagramme de la Commission européenne ..... 22
- 3.2 Diagramme du Conseil européen..... 22
- 3.3 Diagramme du Parlement européen..... 23
- 3.4 Diagramme de la Cour de justice..... 24
- 3.5 Diagramme des réunions traduites en français ..... 25

<b>4</b>	<b>Relations entre les langues les plus utilisées des institutions .....</b>	<b>27</b>
4.1	Position de la langue française dans les institutions européennes .....	27
4.2	L'anglais au sein des institutions européennes .....	28
4.3	L'allemand au sein des institutions européennes.....	31
<b>5</b>	<b>Défense de la langue française et du plurilinguisme.....</b>	<b>33</b>
5.1	Défense du plurilinguisme par la Commission européenne .....	33
5.2	Nouvelle stratégie cadre.....	35
5.3	Efforts du Parlement et de la Cour de Justice .....	36
5.4	Résolution sur plurilinguisme dans les institutions .....	37
5.5	Plan pluriannuel pour la langue française .....	38
5.6	Résolution sur la diversité linguistique dans l'Union .....	40
5.7	Efforts du Ministère des Affaires étrangères .....	41
5.8	Défense de la langue française par les organisations internationales .....	41
	<b>CONCLUSION.....</b>	<b>43</b>
	<b>RESUMÉ .....</b>	<b>47</b>
	<b>DVOJJAŹYČNÝ GLOSÁŘ/GLOSSAIRE BILINGUE .....</b>	<b>50</b>
	<b>LITERATURA/LITTÉRATURE.....</b>	<b>54</b>

## INTRODUCTION

J'ai choisi comme sujet de mémoire la position et le rôle du français dans les institutions de l'Union européenne. Je voudrais parler des efforts qui sont faits pour améliorer l'influence du français dans le cadre européen. J'ai choisi ce sujet parce qu'en tant qu'étudiante du français pour le commerce international et européen je souhaite que la langue française ait une position forte et donc que l'Union européenne nous offre des postes de travail. La deuxième raison est que l'Union actuelle est le fruit d'un élargissement constant depuis le Traité de Rome de 1957. Elle compte aujourd'hui vingt-sept Etats-membres, chiffre non négligeable et voilà pourquoi le développement du plurilinguisme devient un problème important.

La grande nécessité du plurilinguisme dans l'Union se développe avec l'élargissement en 2004 à dix Etats membres. A partir de ce moment l'Union a compté vingt-cinq pays. Cela voulait dire vingt-trois langues officielles. Mais comment faire pour mettre en place 23 langues officielles, éviter la discrimination et conserver la diversité linguistique et culturelle? Voilà pourquoi une grande partie de mon mémoire parle aussi du plurilinguisme, élément nécessaire au renforcement la langue française. J'ai ajouté quelques valeurs du plurilinguisme car il est nécessaire de bien comprendre le sens de cette expression comme le plus grands intérêt de l'Union.

Mon but est de présenter la position de la langue française dans les institutions, comparer son rôle par rapport à d'autres langues, notamment l'anglais qui est une langue dominante. Je souhaite montrer la place de la langue française dans les institutions qui s'est affaiblie et souligner les efforts faits par les institutions ou par les organisations internationales pour son amélioration dans l'Union et en même temps esquisser un programme de son renforcement dans l'avenir.

Je présente un peu la naissance et le développement de l'Union dans mon premier chapitre. Cela me semblait indispensable d'expliquer pourquoi la France veut la meilleure position pour sa langue maternelle. Pendant l'évolution historique de la construction européenne, la France était présente et a participé à tous les événements importants de

l'Union et donc elle peut prétendre à une place privilégiée pour la langue française. Le français comme les autres langues officielles de l'Union est soumis aux règles fixées pour leur utilisation. Je présente les règlements du droit primaire et du droit secondaire. Cela concerne toutes les langues officielles. En même temps j'explique ce que c'est une langue officielle et ce que c'est une langue de travail.

Si je parle des règles générales il faut que je présente le fonctionnement du régime linguistique dans les institutions européennes dans mon deuxième chapitre. Il parle de la politique linguistique dans la Commission européenne, dans le Parlement européen, dans le Conseil européen et dans la Cour de Justice. Et même si la PESC et le Conseil de l'Europe ne sont pas des institutions européennes, il était intéressant de les mentionner. A la fin cela va m'aider à faire la conclusion.

Même si les règles pour l'utilisation des langues dans les institutions sont fixées, la réalité est parfois un peu différente. Je compare quel régime linguistique est le plus utilisé dans telle ou telle institution. Ce troisième chapitre est plus concret que les deux autres parce que j'ai essayé d'évaluer le fonctionnement du régime linguistique dans les institutions. Il est complété par des diagrammes qui aident à mieux s'orienter dans les données numériques.

Le quatrième chapitre concerne l'évaluation de la position des langues dans les institutions. Il parle surtout de la relation entre les langues les plus fortes et les plus utilisées – l'anglais et le français. Je vais expliquer pourquoi la position de l'anglais est aussi stable et quelles sont les règles qui permettent à l'anglais d'avoir une place si enviable au sein des institutions. Pour expliquer pourquoi l'anglais a gagné cette position, je parle aussi de l'allemand parce que comme l'une des trois langues de travail de l'Union, elle joue un rôle important dans la position de l'anglais et il est intéressant de voir le changement dans le comportement de l'Allemagne à propos de leur langue maternelle par rapport de l'anglais.

Le dernier chapitre est une partie fondamentale car c'est là où je mentionne les efforts pour renforcer la langue française. Les institutions européennes jouent un rôle très important dans l'amélioration de la langue française. Je vais parler du programme assez

élaboré de la Commission européenne, du programme commun du Parlement et de la Cour de Justice. Je vais parler du Plan d'action pour la langue française préparé par les organisations internationales et je vais aussi présenter des programmes faits par d'autres organisations qui s'efforcent d'encourager et de diffuser la langue française non seulement dans l'Union mais dans le monde entier. Même si la Francophonie ne s'occupe pas seulement du français dans les institutions européennes et son programme a une dimension mondiale plutôt qu'europpéenne, elle influence indirectement les efforts faits par l'Union pour renforcer la langue française. Voilà pourquoi il me semble nécessaire d'en parler.

La plupart des sources sur lesquelles je me suis appuyée pour écrire ce mémoire étaient des sources internet car aujourd'hui beaucoup de littérature est facilement accessible sur la Toile. J'y ai trouvé des livres utiles pour mon mémoire ou tous les traités en format électronique. Surtout sur les sites des institutions européennes j'ai trouvé non seulement des idées pour mon sujet mais aussi toutes les informations nécessaires. J'ai utilisé des sources qu'elles soient imprimées, électroniques, ou juridiques. Les sources imprimées étaient utilisées dans la première partie du premier chapitre qui concerne l'histoire de la politique linguistique et de ses objectifs. Et ensuite dans le quatrième chapitre où je compare des langues de travail dans les institutions et j'évalue leur relation commune. Pour les règlements et les règles de l'utilisation des langues officielles dans l'Union j'ai profité des sources juridiques. Je les ai trouvés souvent sur internet, sur les sites des institutions ou sur les sites de la France. Pour le dernier chapitre où je parle des efforts pour améliorer la position de la langue française j'ai utilisé des sources imprimées et aussi internet.

# **1 Développement de la politique linguistique dans les institutions européennes**

Dans ce premier chapitre je parle du développement historique de l'Union européenne appliqué au développement de la politique linguistique. Je ne parle pas seulement du développement historique mais aussi des règles générales de toutes les langues et des objectifs de l'Union parmi lesquels le plurilinguisme joue un rôle très important. Dans ce chapitre vous allez lire comment la politique linguistique s'est développée avec les élargissements et ce qui s'est changé par rapport à la langue française en signant des Traités de Nice, d'Amsterdam et de Lisbonne.

## **1.1 Langue authentique au début de la construction**

Les historiens retiennent souvent le 9 mai 1950 comme date-clé dans la naissance de la construction européenne que nous connaissons aujourd'hui. Dans un discours mémorable, Robert Schuman ministre français des Affaires étrangères a lancé l'idée d'une mise en œuvre de politiques communes dans le domaine du charbon et de l'acier. Il s'agit de créer une solidarité de fait sur des secteurs d'activité nécessaires à la reconstruction. En effet, le Traité de Paris instaure la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) qui a été signé le 18 avril 1951. La CECA qui n'existe plus se composait de six Etats : Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas.

Fait particulièrement intéressant, la „langue authentique“<sup>1</sup> de la CECA était seulement la langue française. C'est une grande différence entre ce Traité et les accords postérieurs. De nos jours la langue authentique se décline à travers toutes les langues officielles de l'Union. Au début de la construction de l'Europe que l'on connaît aujourd'hui, il y existait un certain nombre de raisons objectives qui ont permis à la langue française d'avoir une position plus convenable. Au début, la langue française avait une position plus forte qu'aujourd'hui. Mais il fallait s'organiser différemment pour respecter des principes évolutifs dans l'Union.

---

<sup>1</sup> langue authentique – toutes les langues officielles de l'Union dans lesquelles les Traités sont traduits

„Dès l’installation à Luxembourg en 1952 la donnée fondamentale est pérennisée 6 ans plus tard par les Commissions de la CEE et Euratom à savoir que la langue officielle d’un Etat membre est automatiquement langue officielle de l’Union européenne dès que ledit Etat entre dans l’Union“.<sup>2</sup>

## 1.2 Objectifs linguistiques de l’Union européenne

Le 25 mars 1957, l’Allemagne, la Belgique, la France, l’Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas signent à Rome deux traités : le premier crée la Communauté économique européenne (CEE), le second crée la Communauté européenne de l’énergie atomique (CEEa ou Euratom). La CEE a pour mission, par l’établissement d’un marché commun et le rapprochement progressif des politiques économiques des États membres, de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l’ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie, et des relations plus étroites entre les États qu’elle réunit. Le moyen très important pour réussir à avoir le marché commun et réussir à atteindre tous ces objectifs mentionnés a été l’installation du „plurilinguisme“<sup>3</sup>. Et pourquoi le plurilinguisme? Parce que les langues ont une position très importante dans l’Union. Elles sont au cœur des échanges, surtout dans le monde moderne. L’Union a besoin des langues dans le commerce international ou dans les relations internationales. Elle a besoin des langues aussi pour réussir à atteindre l’un des objectifs de l’Union, à savoir la circulation libre des citoyens européens dans l’Union: la condition que les citoyens puissent être en mesure de communiquer s’ils veulent voyager ou travailler dans l’étranger.

Voilà pourquoi l’objectif d’un approfondissement institutionnel de l’Union européenne, dans le respect d’une diversité culturelle et linguistique croissant au fil de ses élargissements successifs est: *„l’unité dans la diversité“*<sup>4</sup>. *„La Communauté européenne pouvait être envisagée comme un projet réaliste de mosaïque culturelle et linguistique au sein de laquelle l’apport de chaque culture nationale à l’identité européenne serait une*

---

<sup>2</sup> *Langues et Union européenne*, Sabourin, P. et alii., Bruylant, Bruxelles 2003, str 33

<sup>3</sup> Plurilinguisme – l’utilisation de plusieurs langues

<sup>4</sup> [www.parlement-ue2008.fr](http://www.parlement-ue2008.fr). [on-line]. ze dne 7.5.2010

*pièce indispensable*<sup>5</sup>. La phrase qui soutient le sens de la politique linguistique est: „nous voulons certes d'une Europe qui parle d'une même et seule voix, mais dans toutes ses langues et avec toute sa conviction.“<sup>6</sup> La politique linguistique de l'Union encourage le plurilinguisme et son but est que les habitants des pays de l'Union parlent tout d'abord bien leur propre langue et ensuite arrivent à parler deux autres langues de l'Union. Vu le but de l'Union dans l'article 3 du TUE dit: „*l'Union respecte sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen*“<sup>7</sup>. Il faut surtout bien comprendre le sens du plurilinguisme. Le plurilinguisme est une capacité que les gens ont de s'exprimer dans plusieurs langues ainsi que la collaboration de certaines communautés dans une zone géographique déterminée. Le besoin du plurilinguisme se fait d'autant plus sentir avec l'élargissement en 2004 quand l'Union s'est élargie à dix nouveaux Etats-membres. „*Donc le plurilinguisme est une valeur qui doit être promue comme une valeur spécifique, tout comme la diversité culturelle linguistique.*“<sup>8</sup> Il n'est qu'un aspect de la diversité culturelle, dont la défense et la promotion doivent être intégrées à la préparation de l'élargissement. Pour installer le plurilinguisme dans les institutions et même dans toute l'Union, il faut que chaque pays renforce sa propre langue maternelle, c'est à dire la langue choisie comme langue officielle en entrant dans l'Union.

### **1.3 Règles générales de l'utilisation des langues dans l'Union**

Au début personne n'a réfléchi au plurilinguisme. En signant le Traité de CECA, il était clair que la langue française bénéficiât d'une position privilégiée quand c'était la France qui a donné l'impulsion pour la construction de l'Europe. Les règles pour les langues dans les institutions de l'Union européenne étaient fixées par l'article 290 du Traité

---

<sup>5</sup> [www.parlement-ue2008.fr](http://www.parlement-ue2008.fr). [on-line]. ze dne 7.3.2010

<sup>6</sup> [www.parlement-ue2008.fr](http://www.parlement-ue2008.fr). [on-line]. ze dne 7.3.2010

<sup>7</sup> [www.traité-de-lisbonne.fr](http://www.traité-de-lisbonne.fr). [on-line]. ze dne 2.3. 2010

<sup>8</sup> *Langues et Union européenne*, Sabourin, P. et alii., Bruylant, Bruxelles 2003, str 56

de la Communauté européenne qui a été remplacé par le Traité de Lisbonne en décembre 2009. L'Union a hérité de cette personnalité<sup>9</sup>.

Au début la CECA reconnaissait quatre langues officielles: l'allemand, le français, l'italien et le néerlandais. Avec les élargissements, à partir du moment où la CEE est devenue l'Union européenne en 1993, elle compte aujourd'hui 23 langues officielles<sup>10</sup>.

Dans l'Union il y a deux types de statut de langue, la langue officielle et la langue de travail.

Quelle est la signification du concept de la langue officielle? „*Dans l'Union il s'agit de la langue qui est utilisée pour la communication entre les citoyens de l'Union et dans laquelle l'Union s'exprime.*“<sup>11</sup>

Et la langue de travail? „La langue de travail est la langue susceptible d'être utilisée dans les diverses institutions, administrations et agences de l'Union ainsi que dans la communication parmi les organes déjà mentionnés. On dit qu'il s'agit d'une langue qui est utilisée "intra muros"<sup>12</sup>.“<sup>13</sup>

Le règlement n° 1/1958 du 15 avril 1958 élargit les dispositions fondamentales et pose sans ambiguïté le principe d'égalité entre les langues officielles et de travail de l'Union dont la liste a été complétée avec les élargissements. Le principe d'égalité des langues procède d'un régime politico-linguistique. Ainsi l'article 3 du règlement n° 1/1958 nous dit que: „*les textes adressés par les institutions à un État membre ou à une personne relevant de la juridiction d'un État membre sont rédigés dans la langue de cet État*“<sup>14</sup>. Le principe

---

<sup>9</sup> [www.parlement-ue2008.fr](http://www.parlement-ue2008.fr). [on-line]. ze dne 7.5.2010

<sup>10</sup> [www.parlement-ue2008.fr](http://www.parlement-ue2008.fr). [on-line]. ze dne 24.3.2010

<sup>11</sup> *Langues et Union européenne*, Sabourin, P. et alii., Bruylant, Bruxelles 2003, str.39

<sup>12</sup> „Intra muros” – les langues de travail qui sont utilisées seulement dans l'intérieur des institutions européennes, pas pour communication avec la publique

<sup>13</sup> *Langues et Union européenne*, Sabourin, P. et alii., Bruylant, Bruxelles 2003, str 40

<sup>14</sup> [www.parlement-ue2008.fr](http://www.parlement-ue2008.fr). [on-line].ze dne 24.3.2010

selon lequel chaque citoyen de l'Union peut écrire aux institutions et organes communautaires dans l'une des langues des traités et recevoir une réponse dans la même langue a été introduit dans le traité d'Amsterdam en 1997.<sup>15</sup> Ce principe est rappelé dans le Traité de Nice de 2001.<sup>16</sup> Par contre les textes adressés parmi les administrations aux institutions „sont rédigés au choix de l'expéditeur dans l'une des langues officielles“<sup>17</sup>. La réponse sera envoyée dans la même langue. L'article 4 nous impose l'usage de toutes les langues officielles tandis que le Journal officiel de l'Union européenne doit paraître dans les mêmes langues<sup>18</sup>.

Aussi La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, adoptée le 7 décembre 2000, comporte plusieurs dispositions concernant la préservation de la diversité linguistique. Elle prohibe toute discrimination fondée sur la langue. Elle énonce que la langue n'est pas seulement un moyen de communication mais elle fait aussi partie du patrimoine de chaque pays. En outre cette disposition parle de la question linguistique à propos du droit des minorités et de la protection des langues régionales et minoritaires. Et elle rappelle également le principe du Traité d'Amsterdam déjà mentionné.<sup>19</sup>

Je ne peux pas oublier de parler du Traité de Lisbonne signé en 2009. Ce Traité comporte un certain nombre de dispositions qui ont un impact sur le multilinguisme dans l'Union. Il complète l'article 3 du TUE et il précise que l'Union „*respecte sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen*“. Et il confère à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne „*la même valeur juridique que les traités*“<sup>20</sup>.

---

<sup>15</sup> [www.parlement-ue2008.fr](http://www.parlement-ue2008.fr). [on-line].ze dne 24.3.2010

<sup>16</sup> Traité de Nice, Journal officiel des Communautés européennes C 80/1, 10.3.2001.[on-line].ze dne 3.5.2010

<sup>17</sup> [www.parlement-ue2008.fr](http://www.parlement-ue2008.fr). [on-line].ze dne 24.3.2010

<sup>18</sup> [www.parlement-ue2008.fr](http://www.parlement-ue2008.fr). [on-line].ze dne 24.3.2010

<sup>19</sup> Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2000/C 364/01), Journal officiel des Communautés européennes C 364/1, 18.12.2000.[on-line]. ze dne 3.5.2010

<sup>20</sup> [www.senat.fr](http://www.senat.fr). [on-line].ze dne 12.4.2010

#### **1.4 Ordre alphabétique des langues dans l'Union**

J'ai parlé de la nécessité des langues dans l'Union. Quand l'Union compte aujourd'hui 23 langues, ce qui n'est pas négligeable, il a fallu trouver un système pour mieux s'orienter dans toutes les langues. Il s'agit de l'ordre alphabétique, des abréviations internationales de langue qui aident à identifier telle ou telle langue maternelle. C'est un ordre de présentation des différentes versions linguistiques qui suit l'ordre alphabétique commun des dénominations officielles des langues dans leur graphie d'origine. Par exemple la dénomination d'origine de la langue tchèque est čeština et son CODE est CS. Pour la langue française, la dénomination est le français et le code ISO est FR. On veille à l'application stricte de ces règles dans les formules finales des traités et des accords<sup>21</sup>.

---

<sup>21</sup> [www.publications.europa.eu](http://www.publications.europa.eu). [on-line]. ze dne 12.2.2010

## **2 Fonctionnement du système linguistique dans les institutions de l'Union européenne**

Dans le chapitre précédent j'ai présenté les principes généraux. Ce chapitre concerne le fonctionnement du système linguistique. Bien que les institutions fonctionnent en mode plurilinguistique, elles peuvent faire des aménagements dans la mesure où les institutions communautaires restent indépendantes: "*déterminer les modalités d'application de ce régime linguistique dans leurs règlements intérieurs*"<sup>22</sup> et elles peuvent corriger leur système linguistique en fonction de leurs besoins.

### **2.1 Systèmes linguistiques dans les institutions en général**

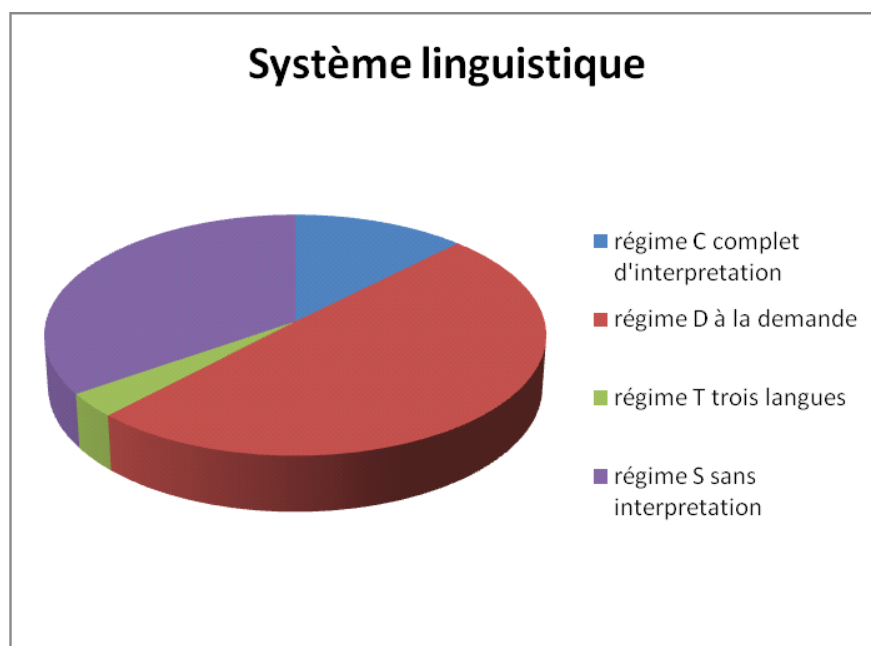
Il existe quatre systèmes linguistiques et chaque groupe nous indique dans quelle langue les documents des institutions, les réunions et dans quelle proportion seront traduits. Ainsi il y a des codes pour les régimes divers: Le régime complet d'interprétation à la lettre C. Il nous dit que les documents seront traduits dans toutes les langues de l'Union. Le régime d'interprétation D à la demande nous indique que les documents ne seront traduits qu'à la demande. Le régime des trois langues T veut dire que le document présenté sera traduit en français, en anglais et en allemand. Le dernier régime qui concerne les documents traduits en français ou en anglais sans interprétation porte le nom S. Ce régime nous appelons régime sans interprétation sous la lettre S.

En comparant lequel de ces régimes est le plus utilisé dans les institutions, en voyant le diagramme je constate que c'est le régime D à la demande. Cela veut dire que la plupart des réunions ou des documents sont soit en anglais, soit en français, soit dans les deux langues mais ce qui est important c'est qu'ils doivent être obligatoirement traduits dans toutes les langues officielles à la demande<sup>23</sup>.

---

<sup>22</sup> [www.senat.fr/\[on-line\].ze](http://www.senat.fr/[on-line].ze) dne 12.4.2010

<sup>23</sup> *Le français dans les institutions européennes*, Ministère des affaires étrangères, Paris 2006



J'ai déjà présenté des règles générales du système linguistique, j'ai présenté quatre systèmes linguistiques en général dans les institutions et maintenant je vais parler du système linguistique dans chaque institution.

## 2.2 Fonctionnement du système linguistique dans le Conseil européen

Avec les élargissements, il a fallu mettre en place de nouveaux arrangements dans le Conseil. Quels sont ces arrangements ? Par exemple: les délégués s'expriment en français ou en anglais. Ils s'assurent qu'il n'y ait pas d'abus de réunions informelles sans interprétation. D'après le règlement intérieur du Conseil de l'Union européenne, le Conseil s'exprime de manière totalement multilingue. Dans la pratique on l'observe uniquement au niveau des réunions ministérielles. Le Conseil préfère plus que les autres institutions le régime D (à la demande), dont j'ai déjà parlé. Le Conseil a mis en place une hiérarchie des priorités en matière d'interprétation. Cela veut dire que si les réunions ministérielles et certains groupes de travail continuent de bénéficier d'une couverture linguistique complète, l'organisation de l'interprétation varie en revanche, pour les autres réunions, en fonction des demandes exprimées par les États. Par contre, les groupes de travail se spécialisent en fonction des thèmes étudiés. Au COREPER, trois langues sont employées: le français,

l'anglais et l'allemand. Le Conseil des ministres de l'Union européenne ne délibère et ne décide que sur la base de documents et de projets établis dans les langues officielles<sup>24</sup>.

### **2.3 Fonctionnement linguistique du Parlement européen**

Le Parlement européen veut être le modèle du plurilinguisme dans les institutions européennes comme le précise clairement le règlement intérieur, à l'oral comme à l'écrit. Le premier employeur en interprétariat et traduction dans le monde est certainement le Parlement européen : 1 500 personnes, ce qui représente 33% du budget parlementaire. Malgré ce modèle du plurilinguisme affiché, le Parlement essaye de limiter ses dépenses d'interprétariat grâce à la promotion "d'un plurilinguisme intégral" et essaye de connaître à l'avance ses priorités. Par ailleurs, le Parlement est plus flexible dans l'interprétariat des commissions et groupes politiques. Cette flexibilité du "plurilinguisme intégral" n'est possible à condition qu'il existe l'unanimité des députés pour l'emploi de langues de travail bien définies. C'est ce qui arrive de plus en plus, et l'usage restreint des langues rend le plurilinguisme de plus en plus théorique<sup>25</sup>.

### **2.4 Le cadre linguistique de la Commission européenne**

Le règlement intérieur de la Commission impose dans son règlement intérieur l'emploi de toutes les langues officielles de l'Union pour les textes généraux. Les commissaires travaillent dans trois langues : anglais, allemand, et français. Mais lorsque la Commission communique des informations ou règlements, elle doit le faire obligatoirement dans toutes les langues de l'Union. Sinon, le document ne peut pas être publié<sup>26</sup>.

---

<sup>24</sup> [www.parlement-ue2008.fr](http://www.parlement-ue2008.fr). [on-line].ze dne 24.1.2010

<sup>25</sup> [www.parlement-ue2008.fr](http://www.parlement-ue2008.fr). [on-line].ze dne 24.1.2010

<sup>26</sup> [www.parlement-ue2008.fr](http://www.parlement-ue2008.fr). [on-line].ze dne 24.1.2010

## **2.5 Le cadre linguistique de la Cour de Justice et du Tribunal du première instance**

Dans chaque affaire, la langue de procédure est unique et correspond à celle du défendeur si celui-ci est un Etat-membre ou un citoyen communautaire. Par contre, si le défendeur est une institution européenne, la langue de la procédure sera celle choisie par le demandeur. La Cour a besoin d'une langue commune pour délibérer : il s'agit traditionnellement de la langue française. La Cour préfère donc s'inspirer plus de la tradition du droit romano-germanique que de la tradition juridique anglo-saxonne. Les arrêts et les avis de la Cour de justice des Communautés européennes et du Tribunal de première instance sont ainsi rendus en français, des traductions étant ensuite disponibles dans toutes les autres langues. Il convient, en tout état de cause, de refuser qu'une décision juridique soit prise sur un texte dont la version définitive en français ne serait pas disponible<sup>27</sup>.

## **2.6 PESC et Conseil de l'Europe**

Même si la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC) et le Conseil de l'Europe ne sont pas des institutions européennes j'ajoute quelques mots à propos de leur système linguistique parce que ils sont très proches des institutions et le résultat confirme ma conclusion à propos de ces deux langues qui sont des langues privilégiées même dans un cadre extra-institutionnel.

Le système de la PESC est un système de deux langues. On y utilise le français et l'anglais<sup>28</sup>.

Le système du Conseil de l'Europe est un système de deux langues officielles et trois langues de travail, l'allemand en plus. Egalement les organes du Conseil travaillent en italien et en russe. Le Conseil de l'Europe donne la possibilité de s'exprimer dans une autre langue mais à condition à payer<sup>29</sup>.

---

<sup>27</sup> [www.parlement-ue2008.fr](http://www.parlement-ue2008.fr). [on-line].ze dne 24.1.2010

<sup>28</sup> [www.delegfrance-onu-vienne.org](http://www.delegfrance-onu-vienne.org). [on-line].ze dne 20.1.2010

<sup>29</sup> [www.coe.fr](http://www.coe.fr). [on-line]. ze dne 2.5.2010

### **3 Vrai position des langues dans les institutions**

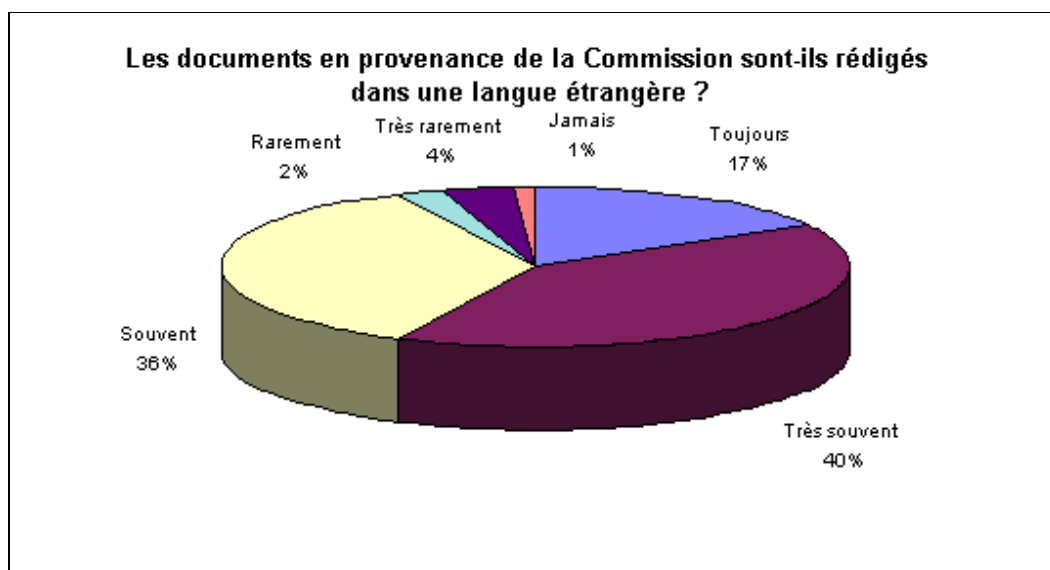
Mais la réalité est différente. Même si la langue française est utilisée dans toutes les institutions et il n'y a pas d'institution où la langue française ne soit pas présente. Même si les règles de l'utilisation des langues sont fixées, il est impossible d'éviter à privilégier telle ou telle langue. J'ajoute des diagrammes qui ont été faits par l'Assemblée nationale. Les conclusions de cette enquête, qui ont été récemment portées à la connaissance des services concernés, sont fondées sur quatre-vingt-dix réponses d'agents ayant des relations de travail régulières, au sein notamment de comités ou de groupes de travail, avec les institutions de l'Union. Il s'agit des documents qui sont envoyés aux administrations françaises par les institutions. Les résultats sont assez surprenants. Vu sur les diagrammes 40% des documents publiés par la Commission sont rédigés dans une autre langue que le français. Seul 1% des documents est rédigé en français. Les documents produits par le Conseil sont publiés dans une autre langue que le français à 31%, dans la langue française à 7%. En revanche, les documents en provenance du Parlement et de la Cour de Justice des communautés européennes sont majoritairement rédigés en français. 2% des documents émis par le Parlement sont rédigés dans une autre langue que le français<sup>30</sup>.

Ces diagrammes ont été faits par les organisations françaises à la demande de l'Assemblée nationale de la France. Donc il faut comprendre que la langue étrangère qui est noté dans les diagrammes est une langue différente de la langue française. Dans la plupart de cas il s'agit de la langue anglaise. Voilà les diagrammes.

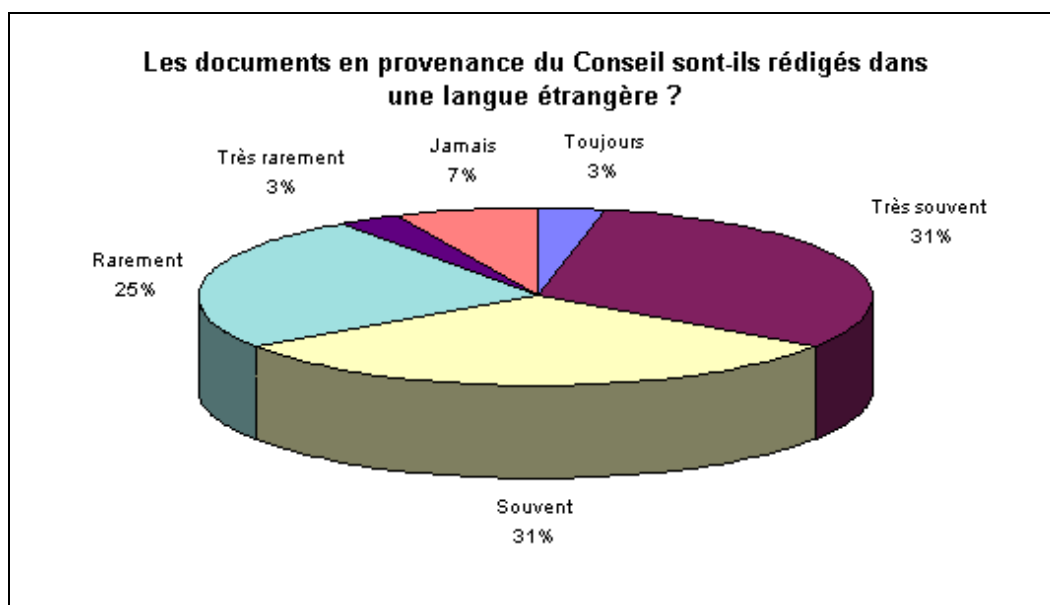
---

<sup>30</sup> *Langues et Union européenne*, Sabourin, P. et alii., Bruylant, Bruxelles 2003

### 3.1 Diagramme de la Commission européenne<sup>31</sup>



### 3.2 Diagramme du Conseil européen<sup>32</sup>

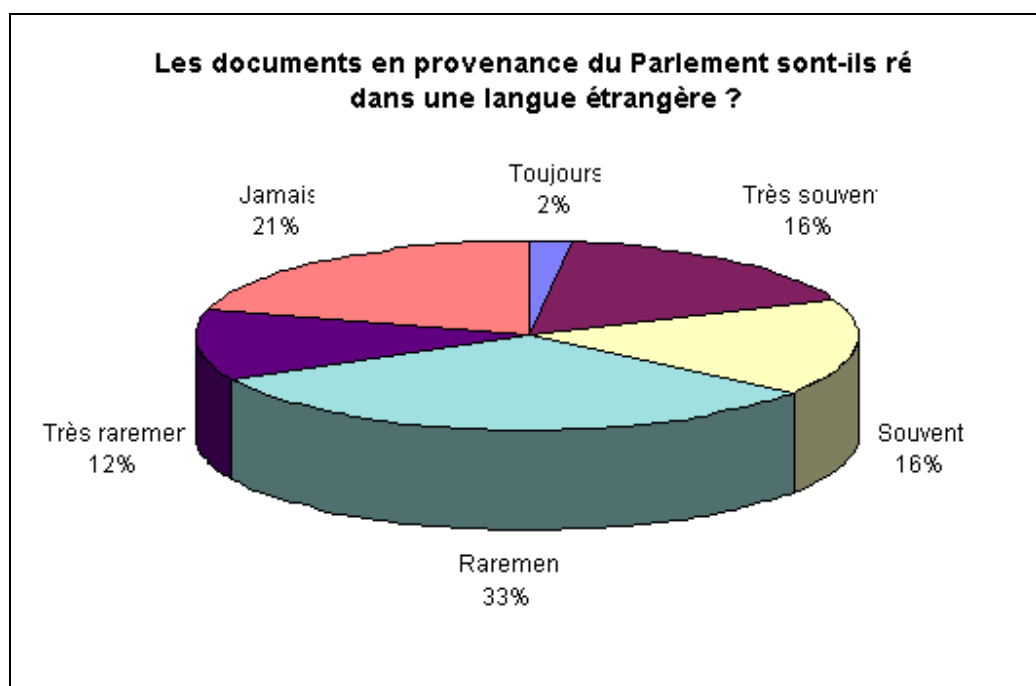


<sup>31</sup> [www.culture.gouv.fr](http://www.culture.gouv.fr). [on-line]. ze dne 12.1.2010

<sup>32</sup> [www.culture.gouv.fr](http://www.culture.gouv.fr). [on-line]. ze dne 12.1.2010

Ce qui est intéressant c'est que le pourcentage dans lequel les documents sont traduits en français change en fonction de la nationalité de la Présidence tournante de l'Union. Par exemple quand la France, le Luxembourg, l'Italie ou même l'Irlande ont assuré la Présidence, on a observé une plus grande proportion de documents traduits en français que lors de la présidence d'autre pays. Par exemple pendant la Présidence de la France la proportion de documents initialement rédigés en français au Conseil est passée de 25% en 1999 à 36% en 2000. Ce résultat est toutefois limité dans le temps car la Présidence suédoise qui suit, au premier semestre 2001, a largement privilégié l'anglais. Par ailleurs, au total la langue de la présidence n'a que peu d'incidence sur les pratiques linguistiques.<sup>33</sup>

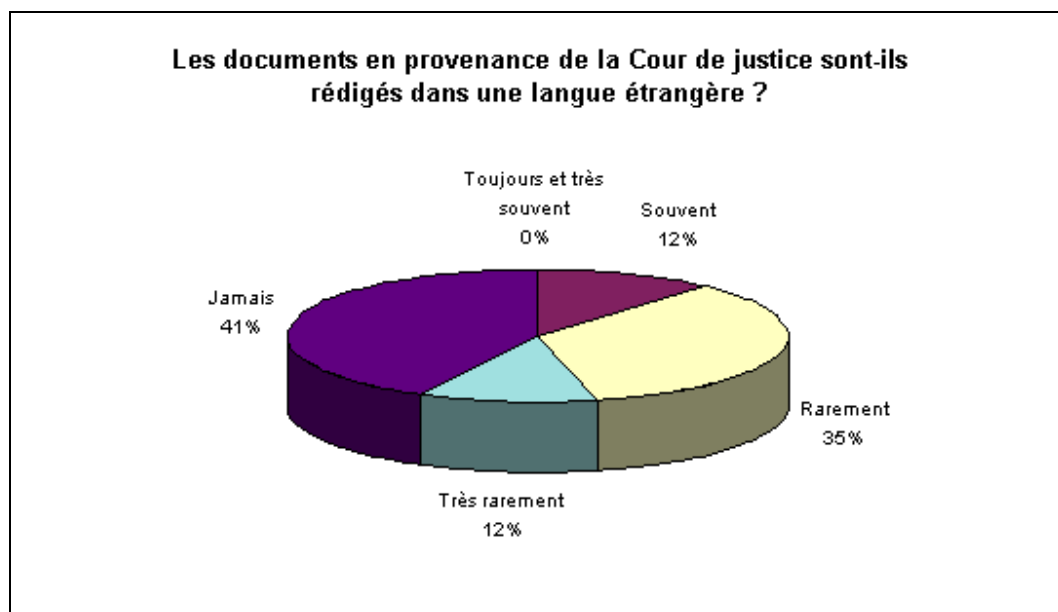
### 3.3 Diagramme du Parlement européen<sup>34</sup>



<sup>33</sup> [www.senat.fr](http://www.senat.fr).[on-line]. ze dne 14.1. 2010

<sup>34</sup> [www.culture.gouv.fr](http://www.culture.gouv.fr).[on-line].ze dne 12.1.2010

### 3.4 Diagramme de la Cour de justice<sup>35</sup>

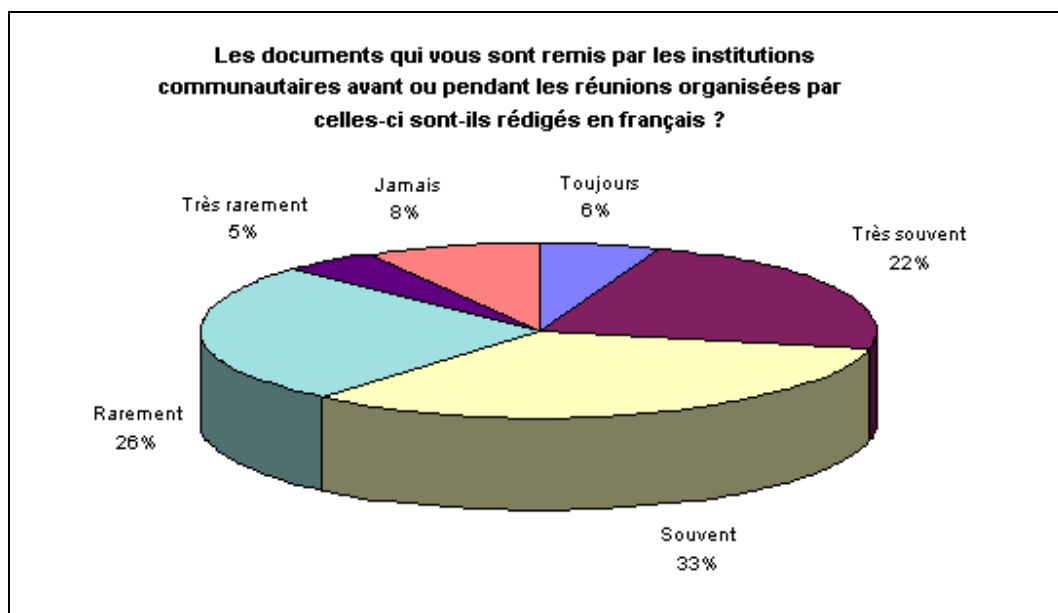


Les documents remis par les institutions communautaires avant ou pendant les réunions organisées par celles-ci sont le plus souvent disponibles en français. Toutefois, dans près de la moitié des cas, ils ne le sont que rarement, voire pas du tout.

---

<sup>35</sup> [www.culture.gouv.fr/\[on-line\].ze](http://www.culture.gouv.fr/[on-line].ze) dne 12.1.2010

### 3.5 Diagramme des réunions traduites en français<sup>36</sup>

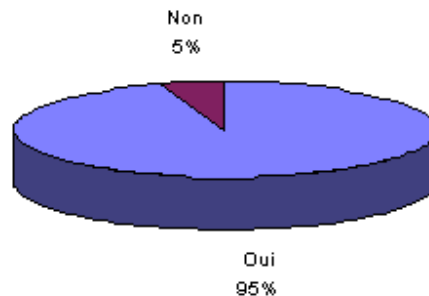


A la question d'un retard de mise à disposition des traductions françaises des documents, la réponse des sondés est positive dans la quasi-totalité des cas. Le français n'est donc certainement pas la première langue employée pour les comptes-rendus et autres documents des réunions institutionnelles européennes comme le souligne ce diagramme:

---

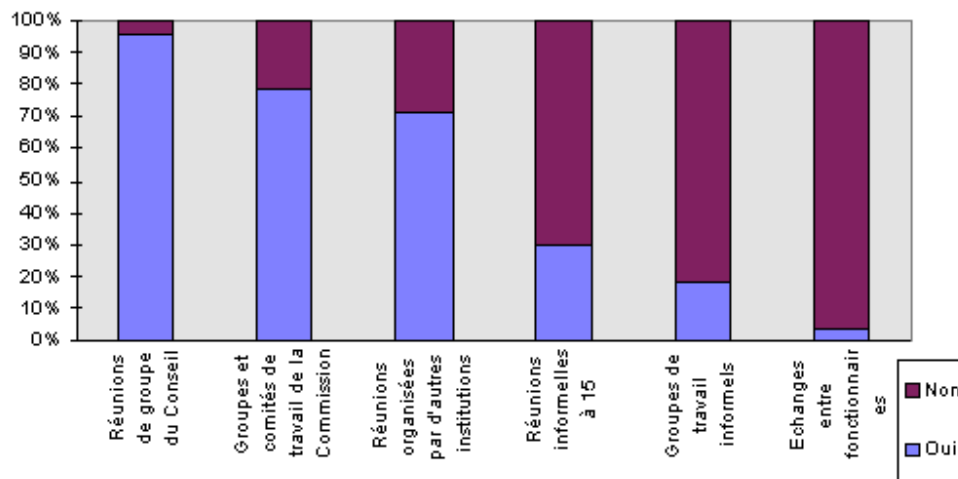
<sup>36</sup> [www.culture.gouv.fr/\[on-line\].ze](http://www.culture.gouv.fr/[on-line].ze) dne 12.1.2010

**Arrive-t-il que les traductions en français soient disponibles avec retard par rapport à la date de diffusion initiale d'un document ?**



Une autre question était de savoir si l'interprétation simultanée est généralement assurée dans les réunions de groupe du Conseil, ainsi que dans les groupes et comités de travail de la Commission. La réponse est oui pour le Conseil à 95% et oui pour la Commission à 78%. Comme il est indiqué sur le diagramme les réunions organisées par d'autres institutions sont traduites simultanément à 70%. Les autres résultats ne sont pas aussi intéressants pour mon sujet<sup>37</sup>.

**Bénéficiez-vous systématiquement d'un dispositif d'interprétation simultanée dans les réunions auxquelles vous participez ?**



<sup>37</sup> [www.culture.gouv.fr/\[on-line\].ze](http://www.culture.gouv.fr/[on-line].ze) dne 12.1.2010

## **4 Relations entre les langues les plus utilisées des institutions**

Dans les chapitres précédents j'ai présenté la situation actuelle dans les institutions. Comme cela apparaît clairement sur les diagrammes, les institutions ne respectent pas la règle principale - la diversité linguistique. Malgré leur droit de faire des aménagements en fonction de l'emploi réel des langues, les institutions doivent aussi trouver le moyen de respecter le plurilinguisme.

J'ai parlé des institutions et de leur politique linguistique mais il me semble indispensable de comparer aussi la situation des langues les plus utilisées par les institutions. Le chapitre va parler de la relation entre les langues française, anglaise et allemande.

### **4.1 Position de la langue française dans les institutions européennes**

La langue française est langue officielle et langue de travail de l'Union. C'est l'une des langues les plus utilisées dans les institutions. Il y a quelques règles qui privilégient la langue française. Par exemple, dans les relations bilatérales informelles, il convient d'utiliser la langue française ou à défaut, la langue maternelle de l'interlocuteur chaque fois que la diversité linguistique peut être encouragée. Lors des réunions informelles, les représentants français s'expriment exclusivement dans leur langue. Toute circonstance rendant impossible l'emploi du français doit faire l'objet, à tout le moins, d'une observation au procès-verbal et d'un compte rendu aux autorités françaises.

De même les représentants français rédigent leurs documents en français et demandent de recevoir en français tous les documents de l'Union. Dans les réunions, les représentants de la France s'expriment aussi en français, qu'il y ait ou non interprétation. Si nécessaire, un rapport de réunion peut être demandé. La même règle est valable aux étapes importantes de l'examen d'un texte où sa version française doit être disponible. Pourtant l'anglais reste la langue la plus utilisée et la plus favorisée<sup>38</sup>.

---

<sup>38</sup> *Le français dans les institutions européennes*, Ministère des affaires étrangères, Paris 2006, str 9

Les trois langues dominantes de l'Union se répartissent l'espace linguistique dans les proportions suivantes : l'anglais se taille la part du lion avec 60% des échanges, le français en occupe 33%, tandis que l'allemand occupe un espace plus modeste avec 7% des échanges. Dans les deux petites parties je présente la position de l'anglais et de l'allemand dans les institutions par rapport au français<sup>39</sup>.

#### **4.2 L'anglais au sein des institutions européennes**

On observe actuellement une sorte d'opposition assez forte dans les institutions aussi dans toute l'Union contre l'anglais. Il y a d'autres langues très fortes comme le français ou l'allemand. Mais il est vrai que l'anglais est un moyen de communication rapide et facile par excellence d'autant plus que la plupart des citoyens parlent cette langue. Il est clair aussi que les autres membres se sentent un peu menacés vis-à-vis de l'anglais et qu'ils essaient de trouver des solutions pour renforcer la position de leurs propres langues. L'évolution comparative entre les deux langues est défavorable au français : en 1986, 58% des documents étaient traduits en français contre 30% en 2001. La proportion pour l'anglais est inverse.<sup>40</sup> Par exemple, parmi les candidats aux élections européennes, 82% déclarent que leur première langue étrangère est l'anglais, 14% optent pour l'allemand et seulement 4% préfèrent le français. Ainsi beaucoup de fonctionnaires n'utilisent que l'anglais<sup>41</sup>.

Les fonctionnaires francophones ou des pays comme l'Espagne ou l'Italie s'opposent à cette situation mais ce n'est pas suffisant. Souvent en lisant des articles dans des journaux, on lit de plus en plus d'anglicismes. L'anglais domine dans les institutions jusque et y compris à Bruxelles, ville francophone à 85%.<sup>42</sup> Mais je ne veux pas parler de Bruxelles et de sa problématique linguistique spécifique. Je veux seulement souligner que la langue française mène tous les jours un combat pour avoir une position plus forte à côté de l'anglais non seulement au sein des institutions mais aussi en dehors de l'Union.

---

<sup>39</sup> *Langues et Union européenne*, Sabourin, P. et alii., Bruylant, Bruxelles 2003, str 32

<sup>40</sup> *Langues et Union européenne*, Sabourin, P. et alii., Bruylant, Bruxelles 2003, str 34

<sup>41</sup> *Langues et Union européenne*, Sabourin, P. et alii., Bruylant, Bruxelles 2003, str 34

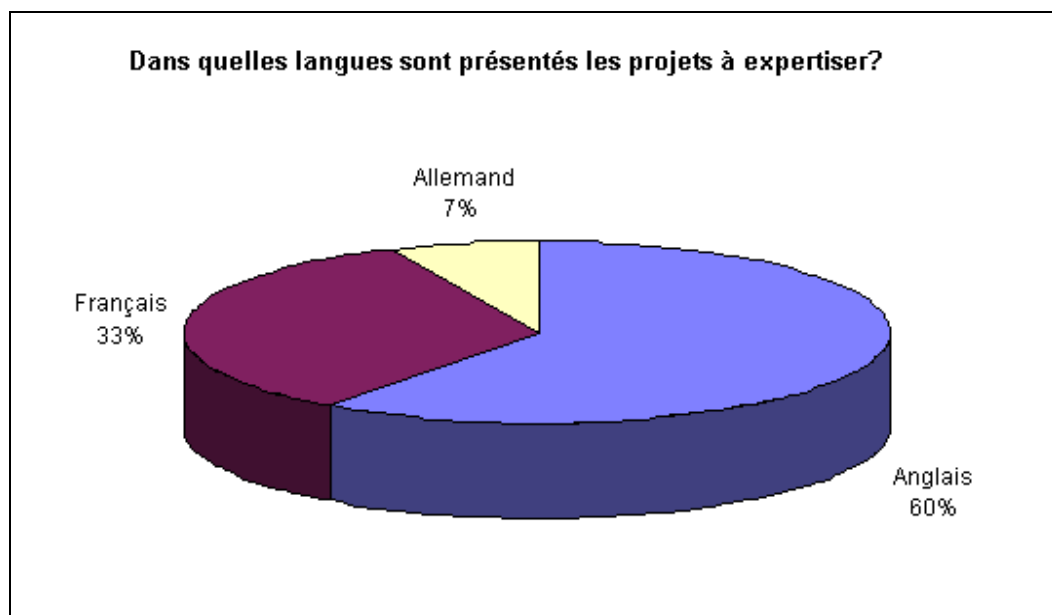
<sup>42</sup> [www.presseurop.eu](http://www.presseurop.eu). [on-line]. ze dne 6.4.2010

Des efforts ont commencé à être faits pour trouver des solutions visant à améliorer la position des autres langues dans les institutions, et pas uniquement pour le français. En effet, le principe du plurilinguisme dans le fonctionnement des institutions communautaires semble pour le moment de plus en plus remis en cause au profit d'une hégémonie de l'anglais. La solution éventuelle pour l'instauration du plurilinguisme serait que l'anglais partage sa prééminence avec deux ou trois autres langues – comme le français, l'allemand ou par exemple l'espagnol. Sur un plan économique, utiliser une seule langue, l'anglais, serait certainement plus facile mais nous ferait oublier un des principes fondateurs de l'Union - respecter les cultures et les langues.

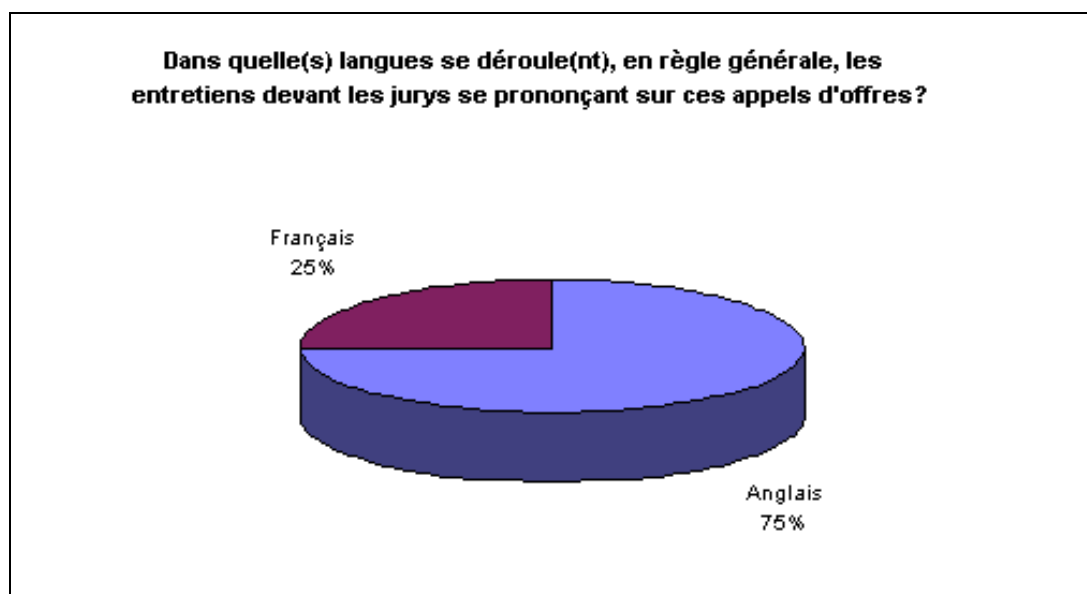
Au début du chapitre j'ai brièvement mentionné quelques règles générales pour l'utilisation de la langue française et maintenant je présente quelques règles pour la langue anglaise. Ce sont des règles qui montrent que la position de cette langue est forte, stable et peu menacée. Les offres d'emploi émises par les institutions communautaires uniquement en anglais posent comme critère d'embauche la maîtrise de l'anglais comme langue maternelle; par ailleurs ces annonces tendent à se multiplier, soulevant un risque inquiétant de discrimination à l'égard des candidats dont l'anglais ne serait pas la langue maternelle. En ce qui concerne les appels d'offres liés aux programmes de la Commission, les documents sont très souvent rédigés en anglais et les entretiens se déroulent, à de rares exceptions près, dans cette langue<sup>43</sup>.

---

<sup>43</sup> [www.culture.gouv.fr](http://www.culture.gouv.fr). [on-line]. ze dne 13.1.2010



Le dernier diagramme qui suit montre la langue la plus utilisée pour les appels d'offres. Ce résultat complète le diagramme précédent à propos de la langue qui est utilisée pour les projets à expertiser.



Le fait qu'il existe plusieurs sites Internet uniquement accessibles en anglais est vraiment très intéressant. Selon les informations recueillies par l'Organisation Internationale

de la Francophonie, les principaux sites Internet de l'Union européenne sont traduits comme suit<sup>44</sup> :

- Plus de la moitié des sites (27) sont unilingues en anglais
- Au total, 32 % des sites offrent un état de plurilinguisme actif
- 11 % des sites affichent simultanément les 23 langues officielles (statiques ou dynamique)
- 94 % des sites dépourvus de menu linguistique utilisent l'anglais comme langue par défaut

C'est le cas par exemple du site de la Banque Centrale européenne. A propos de ce sujet je pourrais écrire un autre mémoire. Mais la plupart d'entre nous peut se poser la question suivante: pourquoi ce site est-il uniquement en anglais? Pourquoi n'existe-t-il pas au minimum une version allemande dans la mesure où le siège de la BCE est géographiquement situé en Allemagne, à Francfort? En comparant l'anglais, le français et l'allemand c'est l'allemand le plus faible. Dans la partie suivante où je parle de la position de l'allemand au sein des institutions européennes, j'explique quelle sont les raisons de cette faiblesse. Peut être s'agit-il des mêmes raisons pour lesquelles l'anglais est une seule langue utilisée pour le site de BCE.

#### **4.3 L'allemand au sein des institutions européennes**

La langue germanique se trouve dans la même situation comme la langue française qui essaye de renforcer sa position. De même que pour le français, nous pouvons parler de la Francophonie ou de la Maison de Francité, les institutions qui défendent leur langue, de même en Allemagne il existe une institution appelée l'Institut Goethe. Les Allemands comme les Français pensent que la question de la diversité des langues dans l'Union européenne est de première importance pour l'Europe future. „L'Allemagne joue un rôle important en Europe multilingue, déjà quantitativement parce que ce pays compte plus que 80 millions d'habitants. Le français suit de près, si l'on prend en compte le nombre de ses

---

<sup>44</sup> [www.senat.fr/\[on-line\].ze](http://www.senat.fr/[on-line].ze) dne 1.5.2010

locuteurs - environ 64 millions.<sup>45</sup> En ce qui concerne la langue étrangère l'allemand arrive juste après l'anglais et le français. Dès le début le français et l'allemand étaient les langues de travail mais ces deux langues se sont comportées différemment. L'allemand a accepté de céder sa place à l'anglais. Pourquoi une telle attitude? Parce que les Allemands ne voyaient pas encore la nécessité du plurilinguisme. Avec l'élargissement de l'Union, notamment en direction des pays d'Europe centrale et orientale, la promotion de l'allemand devient un objectif majeur.

En 2003, un Conseil linguistique allemand a été créé pour renforcer la position de cette langue. Par ailleurs l'Institut Goethe a élaboré une véritable stratégie linguistique européenne: „faire de l'ancrage et du renforcement de l'allemand dans le cadre des concepts de plurilinguisme, le but prioritaire du travail linguistique en Europe“<sup>46</sup>. Bref, si nous parlons de plurilinguisme dans les institutions, nous ne pouvons pas oublier cette la langue.

Le chemin est encore long quand nous savons qu'il y a toujours des représentants allemands qui considèrent que l'anglais est la langue dominante en Europe. Leur position diffère de celle des Français qui affirment qu'il n'existe pas de langue prioritaire.<sup>47</sup>

---

<sup>45</sup> *Langues et Union européenne*, Sabourin, P. et alii., Bruylant, Bruxelles 2003, str 105

<sup>46</sup> *Langues et Union européenne*, Sabourin, P. et alii., Bruylant, Bruxelles 2003, str 105

<sup>47</sup> *Langues et Union européenne*, Sabourin, P. et alii., Bruylant, Bruxelles 2003, str 106

## **5 Défense de la langue française et du plurilinguisme**

Après avoir parlé des règles générales, du développement de la politique linguistique, des régimes linguistiques en général dans les institutions, de la situation réelle de la langue française dans les institutions européennes et de la prééminence de la langue anglaise, raison pour laquelle les autres langues perdent leur position, il faut que dans ce dernier chapitre je mentionne quels sont les efforts réalisés par les institutions européennes, par des organisations internationales ou encore par l'Etat français en faveur du français. Je commence par les institutions.

En comparant les positions des langues dans les institutions et les efforts faits par les institutions, c'est la Commission européenne qui a développé un programme très vaste en comparaison d'autres institutions pour améliorer la répartition linguistique. Elle veut améliorer la position des langues et respecter le plurilinguisme dans plusieurs secteurs, non seulement dans ses propres structures, dans les institutions, mais aussi dans toute l'Union européenne.

### **5.1 Défense du plurilinguisme par la Commission européenne**

La Commission européenne qui avait traditionnellement favorisé l'anglais a encouragé et favorisé le renforcement de la position de la langue française dans son administration, sans oublier toutes les autres langues officielles. J'en veux pour preuve le Plan d'action pour la langue française dont la nouvelle orientation consistait à susciter la pression des parlementaires européens francophones, les nouveaux pays et les pays étant en Francophonie sur la Commission.

La Commission a fait les démarches nécessaires pour mettre en place des soutiens linguistiques dans les organismes internationaux et régionaux. Ces démarches sont accompagnées d'autres programmes, citons LINGUA, à partir de 1990, ERASMUS ou Leonardo da Vinci.

Le but de la Commission est d'augmenter le taux du plurilinguisme. L'objectif recherché est que chaque citoyen de l'Union soit en mesure de parler deux langues

étrangères et en plus sa langue maternelle. A partir de l'année 2007, de nouveaux programmes apparaissent comme *Culture 2007, L'éducation tout au long de la vie* et d'autres encore.

En 2000 les États membres se sont mis d'accord pour créer un marché intérieur efficace dans lequel l'un des domaines importants serait l'amélioration de l'enseignement. Cela veut dire plus de formations pour les jeunes enseignants et futurs enseignants, l'apprentissage des langues dès la maternelle, l'apprentissage de plus de langues dans les universités, le développement du secteur du plurilinguisme ou pour l'Indicateur européen des compétences linguistique. Dans ce contexte on peut parler de deux programmes (l'un traite de la recherche et l'autre le développement). Ce sont des programmes qui concernent la recherche sur le plurilinguisme. La Commission y investit chaque année à peu près 20 millions d'euros.

Le programme *Technologie de la société informatique* cherche des solutions pour franchir des obstacles linguistiques en assistance de nouvelles technologies informatiques et communicatives. Par exemple: des instruments plus efficaces pour les interprètes (on-line dictionnaires, de nouveaux systèmes d'interprétariat plus exécutif etc.))

Le programme *Recherche des sciences humaines et sociales* soutient la recherche dans le domaine linguistique et ses relations avec le monde politique, la culture et la communication internationales. On peut parler d'un certain nombre de thèmes sur la diversité des langues régionales ou minoritaires.

Le dernier point important est que les États membres lancent un train de mesures telles que :

- un programme qui soutienne le plurilinguisme
- l'évaluation et le suivi du système d'enseignement des langues
- une meilleure information des citoyens de chaque pays à propos de l'importance de la diversification linguistique pour l'avenir.

Et Comment la Commission a-t-elle mis en oeuvre le plurilinguisme à l'intention des citoyens de l'Union européenne? La Commission est plus accessible, plus transparente : par exemple tous les documents qui sont obligatoires pour les citoyens sont disponibles

dans leur langue maternelle. Par l'intermédiaire des sites internet elle a aidé à installer le plurilinguisme, comme on le peut le voir par exemple sur son site europa.cz. Il existe également une section linguistique sur le site qui expose les enjeux du plurilinguisme sans oublier un volet pédagogique pour les étudiants et les enseignants. Par ailleurs, la Commission poursuit ses programmes de bourses, subventions aux organisations qui s'occupent du développement de l'interprétariat et de l'enseignement. Elle a par exemple créé une concurrence entre les écoles de traduction pour les inciter à perfectionner leurs compétences.

Pour finir La Commission européenne se propose de soutenir un programme de diffusion des langues européennes dans le monde et en même temps elle invite les Etats membres à encourager le plurilinguisme comme facteur de cohésion sociale et de dialogue culturel<sup>48</sup>.

## **5.2 Nouvelle stratégie cadre**

Le 22 novembre 2005 pour la première fois dans l'histoire, la Commission européenne a annoncé une Nouvelle stratégie cadre en faveur du plurilinguisme. Cette Nouvelle stratégie cadre est accompagnée d'un plan d'action pour les années 2004-2006 qui contient à peu près le même programme que celui du plurilinguisme de la Commission dont j'ai parlé dans l'article précédent. En outre ce plan est moins élaboré.

Ce rapport de la Nouvelle stratégie cadre a fixé trois buts fondamentaux de la politique du plurilinguisme.<sup>49</sup>

- garantir aux citoyens de l'Union européenne l'accès à tous les documents dans leur propre langue
- souligner le rôle important des langues dans l'économie de l'Union et chercher de nouveaux moyens pour leur développement

---

<sup>48</sup> Usnesení Rady ze dne 21. listopadu 2008 o evropské strategii pro mnohojazyčnost, *Úřední věstník C320/1, 16/12/2008*. [on-line].

<sup>49</sup> [www.evropskacomise.cz](http://www.evropskacomise.cz), ze dne 2.2. 2010

- inciter les citoyens à l'apprentissage de langues étrangères pour améliorer les échanges humains en Europe

Cette politique plurilinguistique illustre bien les nouvelles orientations mises en œuvre par la Commission qui fait beaucoup d'efforts pour encourager la diversification des langues dans l'Union européenne.

Néanmoins, la tendance est toujours à ajouter de nouvelles langues de travail comme le précise le communiqué du 17 septembre 2008 annonçant la nouvelle stratégie de la Commission européenne en matière de plurilinguisme.

En ce qui concerne les autres institutions et leurs efforts pour mettre en place le plurilinguisme ou renforcer la position de la langue française, leur programme n'était pas aussi élaboré que programme de la Commission européenne. La Cour de Justice utilise comme seule langue la langue française alors dans ce cas là, il n'a pas de programme significatif mais il partage plutôt les orientations de la Commission européenne et du Parlement européen.

### **5.3 Efforts du Parlement et de la Cour de Justice**

En 2009 la Commission, le Parlement et Cour de Justice lancent une campagne pour former de nouveaux interprètes francophones. En effet, près de la moitié des interprètes francophones va partir à la retraite dans les dix prochaines années. Le service d'interprétation de la Commission européenne est confronté à la perspective d'une crise de remplacement des linguistes pour un certain nombre de langues. L'une de ces langues menacée est le français et cet état de fait ne l'aide pas à améliorer sa situation actuelle dans le concert européen. Et voilà pourquoi une telle campagne s'avère plus que nécessaire. Ce sont justement des interprètes luxembourgeois travaillant dans les institutions qui ont le pouvoir de sauver la langue française. La majorité d'entre eux ont choisi de travailler avec le français, les autres en allemand. C'est là où il faut réagir et mettre en place une campagne de formation pour de nouveaux interprètes francophones<sup>50</sup>.

---

<sup>50</sup> [www.europaforum.public.lu/fr/\[on-line\].ze](http://www.europaforum.public.lu/fr/[on-line].ze) dne 22.2.2010

L'un des efforts du Parlement a été la généralisation du recours à trois langues – l'anglais, le français et l'allemand. Cette généralisation a été faite en 2004. On peut se poser la question du choix ces trois langues, alors qu'elles sont déjà largement employées. En effet, ces trois langues sont comprises par près de 90% des députés européens.<sup>51</sup>

Vu le diagramme dans le chapitre précédent, dans le Conseil européen, l'anglais détient une position forte par rapport aux autres langues, comme dans la Commission européenne.

#### **5.4 Résolution sur plurilinguisme dans les institutions**

Le 20 et 21 novembre 2008 le Conseil a adopté la résolution sur le plurilinguisme intitulée : "Education et Culture." Cette résolution vise à soutenir le plurilinguisme autour de cinq points importants :

- le renforcement de la cohésion sociale, du dialogue interculturel et de la construction européenne
- le renforcement de l'apprentissage tout au long de la vie
- la compétitivité de l'économie européenne en favorisant la mobilité et «l'employabilité » des personnes
- le soutien à la traduction
- l'engagement d'une réflexion sur la mise en place d'un éventuel programme européen spécifique de soutien à la traduction et la promotion des langues européennes dans le monde

Cette résolution rappelle aussi la nécessité du renforcement du plurilinguisme dans les relations que les institutions européennes entretiennent avec les citoyens de l'Union. Il y a aussi une note à propos de la Présidence intitulée : " Multilinguisme, traduction et dialogue interculturel " qui invite les Etats-membres à coordonner leurs actions de soutien à la traduction et à examiner la possibilité de se doter d'un budget pour être prêts mettre en

---

<sup>51</sup> *Langues et Union européenne*, Sabourin, P. et alii., Bruylant, Bruxelles 2003, str 31

place des initiatives concrètes. La résolution devrait être mise en œuvre par la Commission européenne en 2011<sup>52</sup>.

Le Conseil a encouragé aussi les efforts concernant le plurilinguisme dans l'Union par exemple à la réunion à Barcelone où les Chefs d'Etat ont incité à favoriser l'enseignement deux langues étrangères dès la maternelle.

### **5.5 Plan pluriannuel pour la langue française**

En dehors des institutions, on remarque aussi des efforts pour améliorer la position de la langue française, non seulement dans le cadre de l'Union mais aussi dans les pays membres de la Francophonie. Ce qui est intéressant pour ce sujet c'est surtout le Plan d'action pour la langue française, connu aussi comme Plan Pluriannuel.

Ce Plan pluriannuel est signé le 11 janvier en 2002. Ce plan destiné à renforcer la position du français et mettre en place le plurilinguisme donne un réel dynamisme à cette politique. Il a été signé entre la France, la Communauté française de Belgique, le Luxembourg et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Le but de la Communauté francophone est promouvoir le français dans les institutions européennes et aussi dans les Etats membres. Ce plan s'adresse en priorité aux agents des nouveaux pays membres de l'Union européenne travaillant en liaison avec les institutions européennes : interprètes et traducteurs, administrateurs, diplomates et fonctionnaires, journalistes ou experts.

La structure s'articule autour de deux questions. Qu'est-ce que fait la Communauté française de Belgique, le Luxembourg pour oeuvrer au plurilinguisme européen et à la promotion du français dans les institutions? Quelles orientations le plan d'action devrait-il prendre dans les mois à venir?

Au plan interne elle a de la capacité législative et au plan international de la capacité de signer les Traités ou de participer aux forums internationaux. Elle est liée avec 55

---

<sup>52</sup> Résolution du Conseil, Journal officiel de l'Union européenne C320/1, 16/12/2008.[on-line].ze dne 4.2.2010

partenaires étrangers par des Traités bilatéraux. Les 10 pays d'Europe centrale ou orientale en font déjà partie.

Quel est le programme du Plan d'action?

- stages pour diplomates des pays candidats
- formation linguistique des fonctionnaires européens et aussi un programme d'accueil pour les nouveaux fonctionnaires
- soutien en collaboration avec le SCIC (Service commun d'interprétation), aux filières d'interprétariat ainsi soutien aux filières francophones dans l'enseignement et grâce à l'envoi des professeurs de français
- envoi d'ouvrages de sciences humaines en français aux bibliothèques des pays des Etats-membres
- aussi et diffusion de médias francophones, TV5, radio et journaux de langue française

Et est ce que le Plan d'action a eu du succès? La réalisation n'est jamais facile et cela prend du temps. Grâce à ce plan en 2006, près de 11 000 fonctionnaires ont pu bénéficier de ces formations, certaines d'entre elles conçues sur mesure pour s'adapter aux disponibilités de responsables de haut niveau.

Chaque année, plusieurs centaines de formations linguistiques sont organisées directement dans les administrations centrales des différents États ou à Bruxelles, au sein du Centre européen de langue française (CELF).

Tous ces efforts ne peuvent pas marcher sans collaboration avec d'autres organisations, citons: CELF (Centre européen de langue française), IFAG (Institut de formation en administration et en gestion) et d'autres encore<sup>53</sup>.

---

<sup>53</sup> [www.senat.fr/\[on-line\].ze](http://www.senat.fr/[on-line].ze) dne 23.2. 2010

## **5.6 Résolution sur la diversité linguistique dans l'Union**

De son côté, l'Assemblée nationale a éprouvé également le besoin de s'impliquer dans la politique linguistique de l'Union européenne. Le 6 janvier 2004 elle a adopté la Résolution sur la diversité linguistique dans l'Union européenne. Considérant les éléments suivants:

- L'article 88-4 de la Constitution
- Un Avant projet de budget des Communauté européennes pour l'année 2004
- Une proposition de modification du statut des fonctionnaires (émanant du Conseil de l'Union)
- Une proposition du Parlement européen et du Conseil à propos de l'intégration des TIC (Technologies de l'information et de la communication) dans le programme européen d'éducation

L'Assemblée nationale affirme le droit à la diversité linguistique pour l'ensemble des élus et fonctionnaires européens. Elle pense qu'il est souhaitable de prolonger les régimes linguistique PESC (anglais, français) et COREPER (anglais, français, allemand). Elle s'oppose à toutes les réunions qui favorisent l'utilisation d'une seule langue dans les institutions et de même que sur les sites des organisations et organismes. En même temps elle recommande qu'on continue à travailler à la recherche d'un compromis sur le régime linguistique, sauf PESC et COREPER. Elle évoque d'autres points mais dans le domaine de la réforme linguistique elle insiste sur la nécessité pour les services administratifs français en Europe de travailler de manière beaucoup plus coordonnée et efficace<sup>54</sup>.

---

<sup>54</sup> RÉSOLUTION sur la diversité linguistique dans l'Union européenne, Texte adopté n° 229, Assemblée nationale, 6 janvier 2004.[on-line].

## **5.7 Efforts du Ministère des Affaires étrangères**

Ainsi la France attache une grande importance à la diversité linguistique dans l'Union. Pendant longtemps la France et les Etats francophones concentraient leurs efforts sur la seule langue française. Ils ont adopté une position essentiellement défensive. Mais cette stratégie s'est montrée insuffisante. Alors ils ont depuis quelques années déplacé le terrain de leur action et modifié leur perspective pour évoluer vers la promotion de la diversité linguistique.

En 1995, le Ministère des Affaires étrangères a lancé un programme spécifique de formation au français en direction des fonctionnaires, traducteurs et interprètes des institutions européennes mais aussi des administrations centrales des pays candidats aux élargissements et des pays voisins de l'Union européenne.

## **5.8 Défense de la langue française par les organisations internationales**

Il y a aussi des organisations et des organes qui s'occupent seulement de la position de la langue française dans le monde. Et justement leurs programmes aident à encourager les efforts faits pour la défense de la langue française dans les institutions européennes. Je cite par exemple la Francophonie avec ses institutions – Organisation internationale de la Francophonie ou l'Agence universitaire de Francophonie - dont la priorité est la langue française ou L'Action du Quai d'Orsay qui n'est pas une organisation mais un programme préparé par le Ministère des Affaires étrangères.

La politique de la Francophonie s'articule autour de trois points majeurs: promouvoir l'usage du français dans la vie diplomatique et internationale, renforcer le statut et l'usage de la langue française dans la société et renforcer l'observatoire de la langue française. En outre que la Francophonie renforce la position de la langue française, elle fait aussi la promotion du plurilinguisme. Elle s'attache également à soutenir les efforts des germanophones à proposer l'usage de l'allemand aux représentants. Cette solution apporte un certain rééquilibrage dans les institutions<sup>55</sup>.

---

<sup>55</sup> [www.francophonie.org](http://www.francophonie.org). [on-line]. ze dne 9.3.2010

L'Agence universitaire de la Francophonie soutient la recherche et l'enseignement de la langue française et distribue des bourses dans le cadre de son programme. L'un des programmes concernant la position du français dans l'Union s'appelle *Langue française, diversité culturelle et linguistique*<sup>56</sup>.

L'Action du Quai d'Orsay concerne la promotion du français, dans et hors contexte scolaire. C'est une priorité traditionnelle de la diplomatie culturelle française. L'action concerne non seulement la langue française, mais aussi sa place et sa diffusion au sein de plurilinguisme. Des milliers de fonctionnaires, interprètes ou diplomates ont déjà bénéficié et vont encore bénéficier de ses services<sup>57</sup>.

---

<sup>56</sup> [www.auf.org](http://www.auf.org). [on-line]. ze dne 10.3. 2010

<sup>57</sup> [www.senat.fr](http://www.senat.fr). [on-line]. ze dne 24.3.2010

## CONCLUSION

En travaillant sur mon mémoire j'ai appris que la politique linguistique n'était pas du tout un problème facile qui serait résolu en deux ou trois ans.

Les règles pour les langues dans les institutions de l'Union ont été fixées dès la construction européenne comme le précise l'article 290 de Traité de CE. L'article 2 du TUE établit que l'Union respecte sa diversité culturelle et linguistique.

Au début l'Union ne reconnaissait que quatre langues officielles. Depuis les différentes phases d'élargissement, à partir du moment où la CEE est devenue l'Union européenne en 1993, elle compte aujourd'hui 23 langues officielles. Voilà pourquoi il est difficile de trouver des moyens de respecter le plurilinguisme. Il était impossible d'utiliser toutes les langues officielles comme langues de travail et donc trois langues de travail ont été fixées. Les langues de travail sont le français, l'anglais et l'allemand.

Avec les élargissements il était inévitable que l'une de ces langues de travail ne devienne pas la langue prioritaire de l'Union. Pendant les années à partir de 1992 l'Union essaye de trouver une solution visant à améliorer la situation des langues. Egalement la France et les autres organes francophones travaillent sur le renforcement de la langue française dans les institutions. Il y a beaucoup de questions qui restent sans réponse, au pire pour lesquelles il n'y a pas de solution.

Mais comment justifier de privilégier telle langue plutôt qu'une autre? Dans ce cas-là nous parlons de l'anglais privilégié. J'estime que l'utilisation de l'anglais au sein des institutions est confortable et aussi moins chère. Or le prix n'est pas aussi différent par rapport à l'utilisation d'une seule langue. Les règles actuelles préfèrent également l'anglais comme une langue principale. Si nous considérons que les candidats à l'embauche sont obligés d'être de langue maternelle anglaise, des appels d'offres sont rédigés aussi en anglais et l'existence de plusieurs sites Internet seulement disponibles dans cette langue, il est difficile de trouver des moyens pour renforcer les autres langues officielles. Je ne parle pas uniquement de la langue française mais aussi des langues comme l'espagnol, l'italien, et ensuite le tchèque, le polonais etc. Par contre pour moi il était agréable de travailler sur

les sites des institutions européennes car les sites sont accessibles dans toutes les langues officielles alors je n'ai pas eu des problèmes dans ce cas là. Cela confirme le fait que l'Union évolue vers le plurilinguisme et le fait que les sites des institutions sont accessibles dans toutes les langues illustre la réussite des objectifs que la Commission européenne s'était fixés.

La position de la langue française n'est pas aussi mauvaise qu'on le dit. Il y a des aspects qui permettent de maintenir la langue française en position de force. La mémoire historique affirme que la langue française est une langue diplomatique qui a toujours été utilisée et qui pour cette raison continuera à être utilisée de nos jours. La localisation géographique des sièges des institutions européennes dans des pays francophones, permet à la langue française de bénéficier naturellement d'une position privilégiée dès le début de la construction et de même elle était la langue officielle de trois des six pays fondateurs (France, Luxembourg et Belgique). Et enfin le français a toujours fonctionné comme la langue du droit de l'Union. Le français peut donc en tirer un certain nombre d'avantage.

Il ne faut non plus imaginer que la langue française n'est plus utilisée et qu'elle serait en voie de disparition. C'est toujours une langue très forte mais elle perd par rapport à l'anglais. Par exemple pendant les réunions informelles entre les délégués des pays latins ou des pays qui sont proche de la langue française comme en Roumanie, on ne parle que le français. Mais le but est améliorer la langue française au niveau international. Pour que la langue française soit un moyen de communication facilement accessible comme l'anglais.

De cette raison je suppose que aucun des efforts mentionnés dans mon dernier chapitre ne peut résoudre le problème du plurilinguisme. Il est difficile de dire quand l'Union va réussir à mettre en place le plurilinguisme parce que l'anglais est vraiment partout et c'est une langue mondiale qui a une position aussi forte et qui est disponible facilement dans toutes les institutions et même à l'extérieur. D'après mon opinion le problème important est que tous les efforts qui ont été faits pour renforcer la position des langues vis-à-vis l'anglais n'étaient pas suffisamment stricts, ordonnés. Les efforts comme la Résolution sur la diversité linguistique, Nouveau cadre politique, le Plan d'action, l'Action du Quai d'Orsay etc. étaient libres. C'est-à-dire les institutions suggèrent les solutions, aident beaucoup de citoyens de l'Union à profiter des bourses financières, participent à l'ouverture de bibliothèques, proposent des stages pour les citoyens de l'Union

mais ce sont des démarches bénévoles.

J'ai expliqué les démarches qui ont été prises pour conserver la diversité linguistique au sein de l'Union mais pendant mon travail je n'ai pas trouvé beaucoup de mentions à propos des sanctions dans le cas où l'une des institutions ne respecte pas des dispositions ou des règlements. J'ai trouvé une ou deux phrase à propos de la sanction sur le site du Parlement mais c'était juste une petite mention dans le coin de la page et il n'y avait rien écrit de concret.

L'Union est tellement grande actuellement qu'il est impossible de tout surveiller, mais par contre il faudrait fixer des règles plus ordonnées pour que les institutions et tous les organes se sentent obligées de les respecter et pour qu'ils se rendent compte que les sanctions vont coûter plus cher que l'installation du plurilinguisme.

Je pense que j'ai réussi à élaborer mon travail tel qu'il m'a été fixé. Il était nécessaire de parler de toutes les langues dans l'Union, non seulement de la langue française, pour expliquer la position et le développement de la langue française dans les institutions. De même le plurilinguisme et sa mise en place aide la langue française à récupérer la position forte comme au début de la construction. Avec l'installation du plurilinguisme, l'anglais ne sera pas la seule langue utilisée et donc il y aura de l'espace pour d'autres langues de l'Union. D'après le résultat du premier diagramme à propos du régime linguistique dans les institutions qu'elles préfèrent le régime D – c'est-à-dire que les documents et les réunions doivent être traduits dans toutes les langues officielles à la demande de l'Etat membre, je peux constater que c'est un bon chemin vers le plurilinguisme.

Ce qui est très intéressant c'est une révision du régime linguistique qui est en train d'avoir lieu dans les institutions sous la Présidence espagnole. Les pouvoirs publics français sont invités à la plus grande prudence dans leurs démarches à propos de la promotion de la langue. Donc les démarches en faveur du seul français dans les institutions se sont arrêtées. Sur cet exemple on voit quelle est la priorité de l'Union parce que tout au long de mes recherches, j'ai eu l'impression que le soutien à la langue française était le but principal ; les organisations francophones et française ont utilisé le plurilinguisme comme moyen le plus efficace pour défendre et promouvoir le français. C'est un exemple vraiment

intéressant qui montre la relation entre la langue française, les institutions européennes et le plurilinguisme. Néanmoins, une question reste en suspens.

L'année 2010 ne sera pas l'année de grands changements dans le secteur de politique linguistique de l'Union. Dans le calendrier des institutions européennes il n'y a rien qui indiquerait que les institutions ont l'intérêt à développer le thème du plurilinguisme. Pour le moment aucune réunion n'est pas prévue. D'après mon avis, les plus grands efforts ont été faits après l'élargissement en 2004. Les programmes larges ont été élaborés et maintenant il suffit les suivre. Cela ne veut pas dire que le plurilinguisme dans l'Union perd de l'importance. C'est sa mise en oeuvre qui prend du temps et avec 27 pays, cela ne se fera pas en un an. Il faut juste espérer qu'un jour les portes de toutes les langues de l'Union seront ouvertes et seront facilement accessibles dans les institutions.

Si on va réussir à mettre en oeuvre le plurilinguisme, cela veut dire 23 langues, comment va-t-on sauver la position de la langue française face à autant de langues?

## RESUMÉ

Cílem mojí bakalářské práce bylo vysvětlit, jaká je pozice francouzštiny v institucích Evropské unie a její vývoj.

Je nutné zmínit, že když se na začátku druhé poloviny 20.století začalo formovat Evropské společenství, Francie byla jednou za zakladatelských zemí. Již před podepsáním Pařížské smlouvy Robert Schuman, francouzský ministr zahraničních věcí, mluvil o společné politice Evropy. Francie se od začátku účastnila všech důležitých okamžiků dnešní Evropské unie a dodnes patří ke členským zemím se silným postavením v jejím rámci.

Už od začátku bylo nutné stanovit pravidla a to nejen právní, ale i jazyková. Vzhledem k tomu, že v průběhu let se Unie stále rozrůstala, bylo zapotřebí stanovit pravidla pro používání všech úředních jazyků nově přichozích členských států. Toto byla a stále je jedna z největších otázek Evropské unie. Ta v dnešní době čítá 27 členských států a z toho vyplývá 23 oficiálních jazyků. Cílem EU je zavést multijazykový systém, jenž by neupřednostňoval žádný jazyk nad druhý. Naopak by našel řešení, jak respektovat právo vyjádřit se a získat odpověď ve svém mateřském jazyce každého členského státu. Pravidlo z roku 1958 nám říká, že v Unii je uznáván princip rovnosti mezi oficiálními jazyky. Stejně tak je zmíněno, že všechny texty adresované členským státům nebo právním subjektům musí být přeloženy do mateřského jazyka daného státu. Naproti tomu instituce mají právo, jakožto nezávislé celky, upravit si jejich vnitřní fungování. To tedy znamená vybrat si pouze některý jazyk jako jazyk pracovní. Ve většině institucí tedy najdeme tříjazyčný režim, kde jsou používány jazyky – francouzština, angličtina a němčina. Jedná se o instituce Evropská komise, Evropský parlament a Evropská rada. Výjimku tvoří Evropský soudní dvůr, kde francouzština je jediným používaným jazykem. Když vynecháme Evropský soudní dvůr a zaměříme se na jazykový režim pouze v ostatních institucích, přes všechna pravidla, je ve většině případů v dnešní době upřednostňovaným jazykem angličtina. Není možné se tomu ubránit. Tím pádem dochází k oslabování pozice francouzštiny. Oslobování francouzštiny je jeden z hlavních důvodů, proč Francie klade tak velký důraz na dodržování jazykové rozdílnosti v Unii. Domnívá se, že dodržováním

jazykové rozdílnosti dojde k oslabení angličtiny a tím pádem ke vzrůstu francouzštiny. Další názor, který France sdílí společně s Frankofonií a Francouzským společenstvím je ten, že význam francouzštiny je nezbytný pro respektování multijazykového systému Evropské unie. Kdybychom porovnali jazykový systém v institucích, výsledek je, že dominantním jazykem je angličtina, druhým jazykem francouzština a malé procento zabírá němčina. Přesto si francouzština zaslouží lepší postavení. Vždyť přece vždy byla a je diplomatickým jazykem. Sídla evropských institucí jsou v Bruselu, Lucembursku a Štrasburku, tedy ve francouzsky mluvících městech. Na začátku budování Unie byla francouzština oficiálním jazykem tří členských států ze šesti a dnes je jediným uznávaným jazykem na Evropském soudním dvoře.

Jedním z důvodů, proč tomu je dnes jinak je ten, že angličtina je všude snadno dostupná - v každé instituci Evropské unie. Je nejsnadnějším a nejpohodlnějším prostředkem při komunikaci. Od začátku angličtině pomáhalo i chování Německa, které si neuvědomovalo důležitost jazykové rozdílnosti v Evropě. Proto naprosto dobrovolně upřednostňovalo angličtinu a nechávalo jí svoji pozici. V dnešní době si již Německo dobře uvědomuje nutnost posílení jejich mateřského jazyka, a proto, podobně jako Francie, se snaží najít prostředky k znovuoživení němčiny. A právě posílení německého jazyka je jedním z aktuálních cílů Frankofonie. Stejně tak Frankofonie usiluje i o posílení francouzštiny v institucích Evropské unie.

Samotné instituce si uvědomují vážnost situace a vedou tichý boj proti angličtině. Na základě výzkumu o používání jazyků v institucích na žádost Národního shromáždění Francie jasně vyplývá, že situace je nejvážnější v Evropské komisi a Evropské radě. Situace v Evropském parlamentě je vyváženější.

Evropská komise vypracovala rozsáhlý program, který by měl zlepšit dodržování jazykové různorodosti a dohlížet na dodržování mnohojazyčnosti v rámci celé Unie. Její program je doprovázen řadou dalších programů, které známe pod názvy LINGUA nebo ERASMUS. Komise je toho názoru, že, aby se dosáhlo naprosté mnohojazyčnosti v celé Unii, je potřeba, aby každý občan ovládal nejlépe svůj mateřský jazyk a poté dva cizí jazyky. Proto tedy její program je zaměřen na vzdělání a od roku 2007 přibývají další vzdělávací programy jako například Kultura 2007 nebo Program celoživotního vzdělávání a spousta dalších. Po dosažení všech stanovených cílů, Komise vytvořila internetové

zdroje, kde se každý občan Unie může dozvědět více o mnohojazyčnosti a nabízí dotace a jinou pomoc organizacím, které podporují rozvoj v překladatelství a výuce jazyků. Komise vydala prohlášení o Nové rámcové strategii pro mnohojazyčnost doprácený Akčním plánem, který stejně jako již zmiňovaný program Komise dával důraz na vzdělání. Podobný program vypracovala i Evropská rada, která svým programem vybízela členské státy, aby neváhaly udělat potřebná opatření ve svém systému a tím napomohly k zavedení mnohojazyčnosti.

Stejně tak i Evropský parlament a Evropský soudní dvůr se zapojili do kampaně o nastolení mnohojazyčnosti v rámci EU. Ještě společně s Komisí vytvořili program na vzdělání nových překladatelů pro EU, protože v tomto roce polovina nynějších překladatelů odchází do důchodu.

Nejsou to ale jen evropské instituce, které se snaží o mnohojazyčnost. Je to například Frankofonie se svými institucemi, nebo sama Francie a její Ministerstvo zahraničních věcí a nebo například Francouzské společenství Belgie, které ve spolupráci s dalšími orgány vypracovalo Akční plán pro francouzštinu. Tento plán nabízí spoustu programů diplomatům z nově přichozích členských států, školení nových úředníků, podporu novým tlumočnickům, překladatelům atd.

Úsilí o rozvoj jazyků je daleko více a v budoucnu se určitě objeví další nové programy, které budou podporovány z mnoha stran. Jednou z opor mnohojazyčnosti bude stále Francie, protože, jak se domnívá, jedině v rámci mnohojazyčnosti se jí podaří udržet postavení francouzštiny a vyhnout se úplné monojazyčnosti EU, kde by se používala pouze angličtina.

## DVOJJAZYČNÝ GLOSÁŘ/GLOSSAIRE BILINGUE

Le glossaire bilingue des trois parties contient des expressions qui sont des mots-clés dans mon travail.

J'ai relevé des expressions concernant l'Union européenne, c'est-à-dire des noms d'institutions ou d'organisations. Il y a des abréviations d'institutions si elles étaient utilisées dans la première fenêtre. Dans la deuxième fenêtre il y a des expressions en français et par la suite dans la troisième fenêtre la traduction en tchèque. Le glossaire évoque la nomenclature des institutions et aussi des mots concernant la politique linguistique.

L'ordre est chronologique. C'est-à-dire les expressions sont mises d'après l'ordre de mes chapitres.

UE / EU	Union européenne	Evropská unie
CECA/ESUO	Communauté européenne du charbon et de l'acier	Evropské sdružení uhlí a oceli
	Plurilinguisme	Mnohojazyčnost
	Traité de Nice	Smlouva z Nice
	Traité d'Amsterdam	Amstrdamská smouva
	Traité de Paris	Pařížská smlouva
CJUE/ESD	Cour de Justice	Evropský soudní dvůr
CEE / EHS	Communauté économique européenne	Evropské hospodářské společenství
EURATOM	Communauté européenne de l'énergie atomique	Evropské společenství pro atomovou energii
	Marché commun	Společný trh

	Elargissement	Rozšíření
	Unité dans la diversité	Jednotnost v rozdílnosti
	Politique linguistique	Jazyková politika
	Diversité culturelle et linguistique	Kulturní a jazyková rozdílnost
	Langue officielle	Úřední jazyk
	Langue de travail	Pracovní jazyk
	Langue authentique	Autentický jazyk
	Règlement	Nařízení
	Parlement européen	Evropský parlament
	Conseil européen	Evropská rada
	Commission européenne	Evropská komise
	Cour de Justice	Evropský soudní dvůr
	Charte des droits fondamentaux de UE	Listina základních lidských práv EU
	Traité de Lisbonne	Lisabonská smlouva
	Régime linguistique	Jazykový režim
COREPER	Comité des représentants permanents	Výbor stálých zástupců
	Plurilinguisme intégral	Úplná mnohojazyčnost
TPI	Tribunal de première instance	Soud první instance
PESC / SZBP	Politique Etrangère de Sécurité Commune	Společná zahraniční a bezpečnostní politika
	Conseil de l'Europe	Rada Evropy
	Langue maternelle	Mateřský jazyk
	Appelles d'offres	Veřejné nabídkové řízení

BCE / ECB	Banque Centrale européenne	Evropská centrální banka
	Éducation tout au long de la vie	Celoživotní vzdělávání
	Secteur du plurilinguisme	Mnohojazyčný sektor
	Indicateur européen des compétences linguistique	Evropský ukazatel jazykových schopností
	Technologie de la société informatique	Technologie informační společnosti
TIC	Technologies de l'information et de la communication	Informační a komunikační technologie
	Recherche des sciences humaines et sociales	Výzkum sociálních a humanitních věd
	Portail linguistique	Jazykový portál
	Apprentissage tout au long de la vie	Celoživotní vzdělávání
	Nouvelle strategie cadre	Nová rámcová strategie
	Plan d'Action pour la langue française	Akční plán pro francouzštinu
	Communauté française de Belgique	Francouzské společenství Belgie
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie	Mezinárodní frankofonní organizace
	Traités bilatéraux	Bilaterální smlouvy
SCIC	Service commun d'interprétation	Společné překladatelské služby
CELF	Centre européen de langue française	Evropské centrum francouzského jazyka
IFAG	Institut de formation en administration et en gestion	Institut pro administrativní a správní školení
	Résolution sur la diversité linguistique	Usnesení o jazykové rozdílnosti
	Francophonie	Frankofonie

	l'Agence universitaire de Francophonie	Univerzitní pobočka Frankofonie
	L'Action du Quai d'Orsay	Akce « Quai d'Orsay »
	Politique du plurilinguisme	Mnohojazyčná politika
	Langue diplomatique	Diplomatický jazyk

## LITERATURA/LITTÉRATURE

### TIŠTĚNÉ ZDROJE

- [1] *Le français dans les institutions européennes*, Ministère des affaires étrangères, Paris 2006
- [2] *Langues et Union européenne*, Sabourin, P. et alii., Bruylant, Bruxelles 2003
- [3] *Introduction to the Law of the European Communities*, Kapteyn, P.J.G., VerLoren van Themaat, P., Kluwer Law, The Hague 1998
- [4] *Droit européen*, Gautron, J.-C.: Dalloz, Paris 2002
- [5] *Francophonie et mondialisation*, Les Essentiels d'Hermès, CNRS éditions, Paris 2008
- [6] *L'Union européenne*, Henri Oberdorff, Armand Colin, 2004

### INTERNETOVÉ ZDROJE :

- [7] [www.parlement-ue2008.fr](http://www.parlement-ue2008.fr). [on-line].  
<http://parlement-ue2008.fr/rap/108-258/108-258.html>
- [8] [www.europa.eu](http://www.europa.eu). [on-line].  
[http://ec.europa.eu/france/news/campagne-francais-langue-rare\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/france/news/campagne-francais-langue-rare_fr.htm)
- [9] [www.touteurope.fr](http://www.touteurope.fr). [on-line].  
<http://www.touteurope.fr/fr/organisation/l-essentiel-sur-l-ue.html>  
<http://www.touteurope.fr/fr/organisation/l-essentiel-sur-l-ue.html>

[10] [www.evropskakomise.cz](http://www.evropskakomise.cz). [on-line].

[11] [www.nouvelle-europe.eu](http://www.nouvelle-europe.eu). [on-line].

<http://www.nouvelle-europe.eu/politiques/institutions/la-politique-linguistique-des-institutions-europeennes.html>

[12] [www.publications.europa.eu](http://www.publications.europa.eu). [on-line].

[13] [www.presseurop.eu](http://www.presseurop.eu). [on-line].

[14] [www.delegfrance-onu-vienne.org](http://www.delegfrance-onu-vienne.org). [on-line].

<http://www.delegfrance-onu-vienne.org/spip.php?article391>

[15] [www.dmnet.be](http://www.dmnet.be). [on-line].

<http://www.dmnet.be/ndf/main/fr/pgarfr/arfr226.html>

[16] [www.fondation-res-publica.org](http://www.fondation-res-publica.org). [on-line].

[http://www.fondation-res-publica.org/Francais-et-Allemands-au-sein-des-institutions-europeennes\\_a79.html](http://www.fondation-res-publica.org/Francais-et-Allemands-au-sein-des-institutions-europeennes_a79.html)

[17] [www.senat.fr](http://www.senat.fr). [on-line].

<http://www.senat.fr/rap/108-258/108-2587.html>

<http://www.senat.fr/rap/a04-075-12/a04-075-127.html>

[18] [www.vasaeuropa.sk](http://www.vasaeuropa.sk). [on-line].

[19] [www.culture.gouv.fr](http://www.culture.gouv.fr). [on-line].

<http://www.culture.gouv.fr/culture/dglf/rapport/1999/emploi-francais.html>

[20] [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr). [on-line].

[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france\\_830/francophonie-langue-francaise\\_1040/langue-francaise\\_3094/promouvoir-francais\\_11827/les-actions-par-zones-geographiques\\_11829/europe\\_11838/francais-dans-union-europeenne\\_15490/index.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/francophonie-langue-francaise_1040/langue-francaise_3094/promouvoir-francais_11827/les-actions-par-zones-geographiques_11829/europe_11838/francais-dans-union-europeenne_15490/index.html)

[21] [www.dglf.culture.gouv.fr](http://www.dglf.culture.gouv.fr). [on-line].

<http://www.dglf.culture.gouv.fr/francais-aime/1998/europe.htm>

[22] [www.auf.org](http://www.auf.org). [on-line].

[23] [www.francophonie.org](http://www.francophonie.org). [on-line].

[24] [www.avenir-langue-francaise.fr](http://www.avenir-langue-francaise.fr). [on-line].

<http://www.avenir-langue-francaise.fr/articles.php?lng=fr&pg=42>. [on-line].

[25] [www.europaforum.public.lu/fr](http://www.europaforum.public.lu/fr). [on-line].

<http://www.europaforum.public.lu/fr/actualites/2009/09/journee-euro-langues/index.html>

[26] [www.noslangues-ourlanguages.gc.ca](http://www.noslangues-ourlanguages.gc.ca). [on-line].

<http://www.noslangues-ourlanguages.gc.ca/collaborateurs-contributors/articles/norme-standard-fra.html>

[27] [www.euroskop.cz](http://www.euroskop.cz). [on-line].

[28] [www.traite-de-lisbonne.fr](http://www.traite-de-lisbonne.fr). [on-line].

[29] [www.europarl.europa.eu](http://www.europarl.europa.eu). [on-line].

[30] [www.eur-lex.europa.eu](http://www.eur-lex.europa.eu). [on-line].

[31] [www.assemblee-nationale.fr](http://www.assemblee-nationale.fr). [on-line].

[32] Usnesení Rady ze dne 21. listopadu 2008 o evropské strategii pro mnohojazyčnost, *Úřední věstník C 320/1*, 16/12/2008. [on-line].

[33] Résolution du Conseil, Journal officiel de l'Union européenne C320/1, 16/12/2008. [on-line].

[34] Union européenne – version consolidée sur Traité sur l'Union européenne et du Traité instituant la Communauté européenne, Journal officiel de l'Union européenne C 321 E/1, 29.12.2006. [on-line].

[35] Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2000/C 364/01), Journal

officiel des Communautés européennes C 364/1, 18.12.2000.[on-line].

[36] Sdělení Komise Evropskému parlamentu, Radě, Evropskému hospodářskému a sociálnímu výboru a Výboru regionů, Komise evropských společenství, Brusel 18.9.2008.[on-line].

[37] RÉSOLUTION sur la diversité linguistique dans l'Union européenne, Texte adopté n° 229, Assemblée nationale, 6 janvier 2004.[on-line].

[38] Traité de Nice, Journal officiel des Communautés européennes C 80/1, 10.3.2001.[on-line].

[39] Rapport d'information sur les modifications apportées par le traité de Lisbonne au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne, Texte adopté N° 439, Assemblée nationale, 28 novembre 2007.[on-line].

[40] [www.coe.fr](http://www.coe.fr). [on-line].